

L'ÉCO

de la semaine

21 au 27 août 2021

Andry Ramaroson – « Tous les efforts sont concentrés pour résoudre les problèmes d'énergie »	3
Hausse des prix : Edgard Razafindravahy va au fond des problèmes	4
Accès à l'eau potable : le Meah et Water Aid travaillent de concert	4
Commerce – Des importations à la hausse	4
Formation, métiers et emplois: Encourager l'insertion professionnelle	5
Douanes : Des cadenas électroniques et des caméras de surveillance sur les containers	5
Infrastructures routières - La RN2 refait peau neuve	6
MATP : 54 projets à son actif, transmis au nouveau MTP	6
Rencontre avec le MEDEF- Une lourde délégation malgache à Paris	7
Développement économique – L'Omapa passe au révélateur	8
Programme Entrepreneuriat-SCAC: coup de pouce aux jeunes entrepreneurs malagasy	8
Ministre Tsimanoraty Paubert Mahatante : Des idées innovantes pour développer le secteur pêche et l'économie bleue	9
REF : Une forte délégation malgache en France	9
Paris – Quarante-quatre opérateurs face au Medef	10
Création d'un fonds souverain: la décision de la HCC attendue	10
Impact de la malnutrition chronique: Madagascar perd chaque année 14,5% de son PIB	11
Production d'eau potable : 1 200 m3 par jour pour Manjakandriana	11
Grande distribution – Shoprite va baisser pavillon	11
Mines et ressources stratégiques : Christian Ntsay : « il faut redresser le secteur »	12
Pétrole et gaz : Préparation au décollage pour les pays d'Afrique	12
Rencontre avec le Medef – Le label Vita malagasy mis en avant	13
Coopération: le chargé d'affaire d'Indonésie reçu au Sénat	13
Impôt - Déploiement du « e-Hetra phone » au niveau national	14
Filières soja et maïs : Amélioration du rendement et de la gestion dans le Vakinankaratra	14
Carburant – La consommation repart à la hausse	15
Jirama : Des bornes digitales et des agents polyvalents dans les nouvelles agences	15
Développement – Madagascar ouvre ses portes aux investisseurs	16
Thierry Rajaona - « L'économie malagasy est sous-financée »	17
Fondation Orange : la 36e maison digitale à Ambositra	17
Madagascar – Maroc : Vers un rapprochement économique et diplomatique	18
Relance économique : Rajoelina envisage de rouvrir les frontières en octobre	18
Rencontre des entreprises de France – Madagascar déploie ses atouts charmes	19
Relance post-Covid : Un forum des affaires dédié au commerce avec le Singapour	20
Consommation – Le prix des PPN stabilisé	20
Prix du PPN - Edgard Razafindravahy s'attaque au « panier ménagère »	21

Andry Ramaroson – « Tous les efforts sont concentrés pour résoudre les problèmes d'énergie »

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 21 AOUT 2021

Sitôt promu ministre, Andry Ramaroson qui a été jusque-là directeur général de l'Energie et des Hydrocarbures auprès du ministère du même nom, connaît un emploi du temps serré. Dans ce contexte et étant sur le point de partir pour rejoindre la rencontre des entrepreneurs francophones à Paris avec le président de la République Andry Rajoelina, il a accepté d'accorder une interview exclusive.

Expert en énergie de l'initiative pour l'émergence de Madagascar ou IEM dès la première heure, le temps qui reste au quinquennat du Président de la République vous permettra-t-il de réaliser ses Velirano étant donné que votre promotion intervient à mi-mandat ?

Votre interrogation insinue deux choses. La première, pourquoi ne prendre les rênes du ministère de l'énergie et des hydrocarbures que maintenant. Et la seconde, est-ce qu'il est possible de réaliser les Velirano. Il est à comprendre qu'avant tout, la fonction de ministre est un poste politique et pour ma part, l'expertise technique a justifié ma nomination au départ en tant que directeur général de l'énergie et puis également des hydrocarbures. Sinon, c'est en se mettant au travail qu'il est possible d'atteindre des objectifs sur une durée donnée.

Qu'en est-il alors des projets qui concernent les secteurs dont vous êtes désormais à la charge ?

Tous les projets qui concourent à la réalisation des Velirano vont se poursuivre, y compris ceux initiés avant ma prise actuelle de fonction. À rappeler que pour le ministère qui m'est confié, les Velirano tournent autour de trois axes : augmentation de la capacité énergétique, transition énergétique à travers le recours aux énergies renouvelables, réduction du prix de l'électricité.

L'électricité préoccupe toujours tout le monde et avez-vous une solution à ce sujet ?

Il importe de préciser que l'objectif du moment c'est d'assurer un accès à l'électricité à la portée de tous. Une démarche d'accompagnement s'impose au profit des usagers. Pour les industriels et les entrepreneurs, ils seront consultés et une réunion avec l'ensemble du secteur privé va se tenir. Là maintenant, la délégation présidentielle incluant le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, va partir pour la rencontre des entrepreneurs francophones à l'invitation du patronat français, du Medef.

Cette rencontre à l'extérieur est-elle assurée comme un moyen d'attirer des investisseurs qui se donneront les moyens de contribuer à la concrétisation de cet accès de tous à l'électricité ?

C'est le pari. Les dépenses liées à l'énergie sont une composante principale de l'investissement que chaque entrepreneur ou chaque entreprise fait en interne. Pour booster la productivité et augmenter ainsi le produit intérieur brut du pays, il est capital de s'assurer de la possibilité de faire accéder tout le monde à l'usage abordable d'énergies. Il ne faut pas se détourner des Velirano fixés par le Président de la République. Tous les efforts sont concentrés pour résoudre les problèmes d'énergie et pour la Jirama, le processus actuel tend à mettre le client au centre des préoccupations. Il s'agit d'aller à l'écoute des besoins énergétiques des entrepreneurs et des usagers car il faut noter que lorsque l'énergie est accessible à tous et là prenons l'exemple de l'électricité, elle constitue un levier de développement. Tout simplement car beaucoup parmi la population se décideront à entreprendre lorsque l'électricité est accessible, et surtout abordable. Il ne faut pas du tout nier qu'à l'heure actuelle, l'usage de l'électricité n'est pas simplement une réponse aux besoins domestiques, il est surtout orienté vers le développement d'activités entrepreneuriales partant des foyers et évoluant en entreprises. L'accompagnement du client, c'est-à-dire de l'utilisateur compte alors, pour l'informer et pour le conseiller.

Mais pouvez-vous dire quel est l'obstacle qui fait interrompre les projets enclenchés pour augmenter la capacité énergétique à Madagascar ?

Comme il a été signalé, l'accompagnement fait défaut à différents stades. Il faut penser que le consommateur d'énergie sera le client. L'accompagnement est censé aller dans la considération du client.

Et par rapport au sujet des subventions ?

Les subventions peuvent être évitées par une bonne gestion. Rien ne dit qu'il est impossible d'éliminer la mauvaise gestion. A tous les niveaux, il ne peut y avoir que deux justifications à l'octroi de subventions : la situation difficile dans laquelle se trouve une société en situation de monopole et le contexte économique qui pénalise les activités. La bonne gestion est alors à adopter dans les deux cas pour parvenir à l'objectif de zéro subvention. Bien



gérer, c'est possible.

Le secteur des hydrocarbures est également sous votre responsabilité, quelles sont vos priorités au regard des prix du carburant ?

La tendance a toujours été de discuter dans le sens d'une réduction des prix à la pompe lorsque les circonstances l'ont exigé. Il n'a jamais été question de discuter autrement. Ce qui compte, c'est la stabilité des prix et rien d'autre. En parlant de carburant, l'hybridation des centrales de production d'électricité s'avère impérative à tel point qu'il n'est nullement possible de multiplier la capacité énergétique si l'on se limite à l'utilisation de centrales qui fonctionnent juste au fuel.

Justement, la compagnie nationale d'eau et d'électricité pourra-t-elle voir ses centrales fonctionner avec d'autres sources d'énergie comme l'huile lourde de Tsimiroro ?

Trois schémas envisagés existent : produire à Tsimiroro l'huile lourde et la faire acheminer vers Maintirano et Antananarivo car l'électricité pour tous est un objectif valable pour tout le pays, produire cette source d'énergie et la transporter vers la capitale, produire l'huile lourde dont le transit se fait via un mode de cheminement dirigé vers les centrales de la Jirama à Antananarivo. Une descente sur place à Tsimiroro va s'effectuer pour voir ensemble de près les possibilités de ces schémas.

Face aux inquiétudes actuelles de la population sur le mode de tarification de leur consommation d'électricité, comment réagissez-vous ?

Se mettre au travail est le seul moyen de résoudre les problèmes et d'apporter les solutions. Cette détermination oblige à la constatation des faits et à l'adoption des correctifs s'il en faut. L'essentiel n'est pas d'envisager d'avancer, c'est surtout rassurer et entretenir la confiance.

Hausse des prix : Edgard Razafindravahy va au fond des problèmes

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 21 AOUT 2021

Action immédiate. Comme il l'a annoncé lors de la passation, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation Edgard Razafindravahy est tout de suite entré en action pour voir les réalités à la base et chercher les causes de cette hausse exorbitante des prix des produits de première nécessité en général, et du riz en particulier.

Ainsi, Edgard Razafindravahy a fait une tournée éclair dans la région Alaotra Mangoro, un des derniers greniers à riz du pays, jeudi et vendredi. À Ambatondrazaka et à Amparafaravola, il a rencontré tous les acteurs de la filière riz, en l'occurrence les producteurs, les transporteurs ainsi que les autorités régionales.

Traçabilité

L'objectif est de voir la traçabilité du prix depuis la production jusqu'à la consommation. Alors, on a constaté que le prix du paddy chez les producteurs oscille entre 1 150 ariary et 1 200 ariary. Ce qui donne un prix du riz blanc, auprès des consommateurs finaux, de 2 000 ariary comprenant déjà les frais de transport et les marges du commerçant. Edgard Razafindravahy a souligné qu'il est clair que certains font des abus en affichant un prix exagéré. L'initiative d'Edgard Razafindravahy va se poursuivre en mettant autour d'une table les collecteurs, les grossistes, les détaillants et les consommateurs pour définir le prix réel du riz pour ne pas léser les producteurs tout en ménageant les consommateurs.

Charbon de bois



Edgard Razafindravahy s'attaque aux problèmes de la hausse des prix

La tournée du ministre Razafindravahy a continué à Moramanga, une ville productrice de charbon de bois, hier. Il a rencontré les producteurs de charbon pour comprendre également les causes de la hausse vertigineuse du prix de ce combustible. Ainsi, il a été constaté que le prix du sac de charbon dans tout le district de Moramanga ne dépasse pas 15 000 ariary. Ensuite, les transporteurs appliquent un frais de port de 3 500 ariary par sac jusqu'à Tana. Le prix du sac devrait donc être de 18 500

ariary. Mais avec la marge prise par les distributeurs, il revient à 30 000 ariary aux usagers.

Le ministre Edgard Razafindravahy a souligné qu'il faut trouver un prix raisonnable à tous les produits de première nécessité pour que tout le monde trouve son compte.

Les efforts du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation seront élargis aux autres produits de grande utilisation comme l'huile, le sucre, le ciment...

Accès à l'eau potable : le Meah et Water Aid travaillent de concert

TIANA R. | LES NOUVELLES | 21 AOUT 2021

Une nouvelle approche dans le secteur Wash, hygiène et assainissement. La signature de convention entre le Water Aid Madagascar et le ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène (Meah) a eu lieu, hier au Carlton Anosy.

Tous les projets menés dans le secteur Wash seront désormais coordonnés afin d'obtenir des résultats probants et d'atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) n°6 qui vise « un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici à 2030 », mais aussi de concrétiser la Politique générale de l'Etat.

Pour l'heure, la situation à Madagascar est alarmante. Seul, 1% du budget national est consacré au secteur eau, assainissement et hygiène. En outre, 57 % des Malagasy

n'ont pas accès à l'eau potable, d'après une vidéo projetée par Water Aid. En cette période d'épidémie, 80% des écoles à Madagascar ne disposent pas d'un dispositif de lavage de main.

En milieu urbain, des habitants souffrent des coupures d'eau intempestives dans plusieurs quartiers et cela impacte, d'une manière ou d'une autre, sur le portefeuille des ménages. « Il faut qu'on améliore l'accès à l'eau potable, notamment dans le milieu rural. On devrait aussi avoir des infrastructures résilientes pour s'adapter aux changements climatiques », a souligné Ladislav Adrien Rakotondrazaka, ministre l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène. La remise des intrants anti-Covid-19 a clôturé la cérémonie.

Commerce – Des importations à la hausse

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 21 AOUT 2021

Les transactions commerciales commencent à retrouver leur rythme de croisière. Si l'on se réfère aux dernières données sur les valeurs des importations d'alimentation. Elles étaient en constante augmentation. De 174,2 à 280,7 milliards d'ariary de mai à juin pour atteindre les 293,5 en juillet. Ces chiffres attestent que la suffisance alimentaire, fixée comme objectif depuis la révolution

socialiste des années 70- 80, n'est pas encore atteinte. Parfois aussi, des opérateurs préfèrent vendre des produits importés au lieu d'investir au pays dans l'industrie de transformation. Ils choisissent la solution de facilité. Mais cela déséquilibre la balance commerciale par un déficit chronique au détriment des exportations. Et met une pression permanente sur le Marché interbancaire de devises. La Banque

centrale, dans sa récente Étude de conjoncture économique, ECE, a signalé l'existence d'une réserve en devises qui équivaut à 5,9 mois d'importation. Cela semble rassurant mais avec la reprise progressive de toutes les activités économiques, ce matelas risque d'être moins épais et peu confortable qu'il n'y paraît.

Formation, métiers et emplois: Encourager l'insertion professionnelle

ARH | LES NOUVELLES | 21 AOUT 2021

L'Alliance française d'Antananarivo (AFT) accueillera, les 27 et 28 août, le «Carrefour de la formation, des métiers et de l'emploi, 5e édition» (CFME). Organisé cette année avec l'aide incontournable de Telma et en partenariat avec le Journal Job, l'événement sera axé sur les «Métiers du futur». La variété des métiers et la priorité donnée au recrutement de proximité, font du Carrefour une clé de l'insertion professionnelle.

«L'AFT considère la formation comme vecteur essentiel de l'émancipation de l'individu. Elle est résolument engagée en faveur du développement culturel et éducatif de la jeunesse qui manque de perspective et aussi des entreprises qui peinent à trouver des personnels qualifiés», a déclaré Monique Raharinosy, présidente du Conseil d'administration de l'AFT lors



de la présentation de l'événement, hier à Andavamamba.

Le CFME s'adresse aux nouveaux bacheliers qui rencontreront les représentants des établissements prêts à les conseiller et les orienter dans leur choix. Il est également destiné aux étudiants et diplômés cherchant de l'emploi, aux entrepreneurs à la recherche de main-d'œuvre qualifiée ou encore aux jeunes en reconversion

professionnelle.

D'après David-Alexandre Calmel, directeur des Communications chez Telma, «Telma soutient le développement du secteur de la télécommunication. Avec une demande de plus en plus forte au niveau mondial, le développement de ce secteur constitue une ouverture aux divers métiers d'avenir pour les jeunes. Les initiatives de ce genre constituent déjà une réponse au défi du pays d'être en phase avec le développement du secteur et des opportunités».

Une collecte de candidatures et de CV, des entretiens express et des recrutements, des conférences et ateliers, ainsi que des tests du niveau de français se feront également sur place. L'entrée au salon est gratuite et plus de 8.000 visiteurs seront attendus durant ces deux jours.

Douanes : Des cadenas électroniques et des caméras de surveillance sur les containers

ARH | LES NOUVELLES | 21 AOUT 2021

Les huit containers de pierres fines ont été entreposés dans un site sécurisé au port de Toamasina, avec d'autres marchandises, entre autres les containers de bois de rose saisis par l'Etat.

La douane malagasy multiplie les mesures de sécurisation du processus de dédouanement des marchandises. Dans l'objectif de limiter les tentatives de fraudes douanières, la Direction Générale des Douanes a décidé d'installer des cadenas électroniques sur les containers. Plus particulièrement les 8 containers qui ont fait l'objet d'une tentative de fraudes.

Emplacement sécurisé

On rappelle que l'exportateur avait déclaré des pierres industrielles, alors qu'une partie du chargement contenait en fait des pierres précieuses dont des coraux noirs qui sont interdits à l'exportation. Saisis par la douane, ces 8 containers sont actuellement placés dans un emplacement sécurisé au port de Tamatave. Une sécurisation qui vient d'être renforcée à travers la mise en place de cadenas électroniques. «Il s'agit d'un dispositif qui permet d'éviter toute tentative d'ouverture non autorisée des containers qui sont placés dans les zones sensibles», explique le Directeur Général des Douanes, Lainkana Zafivanona Ernest. Par ailleurs, des caméras de surveillance sont placées dans différentes zones douanières. Reliées directement au siège de la douane centrale à Antananarivo, ces caméras permettent un visionnage permanent et à distance de tout ce qui se passe sur place. «Ce

nouveau système permet une traçabilité du processus de dédouanement et évite ainsi les tentatives de fraudes », selon toujours le Directeur Général des Douanes. .

Centre de surveillance

Ces actions entrent dans le cadre du nouveau plan stratégique 2020-2023 de la douane malagasy, actuellement en pleine modernisation. La douane malagasy réitère ainsi sa volonté de se doter des supports nécessaires à l'accomplissement de ses missions. En effet, dans une optique de sécurisation des recettes en accompagnement des autres mesures à instaurer afin de veiller à l'équilibre entre facilitation et contrôle, et de protection des citoyens et de l'environnement en luttant contre les trafics illicites, la douane met en place et rend opérationnel un Centre de surveillance afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne de contrôles douaniers. La chaîne de contrôles fait intervenir, outre l'analyse des risques, les bureaux des douanes ainsi que les services centraux chargés des contrôles. A cet effet, des dispositifs de surveillance seront installés au niveau des zones et aires de visites portuaires et aéroportuaires, et des centres de visionnage au niveau des bureaux et services concernés, conformément aux procédures préalablement établies.

Digitalisation



Caméra de surveillance reliée directement au siège central de la douane en monitoring H

La douane malagasy est également en pleine digitalisation. Elle utilise à cet effet un système d'archivage numérique pour faciliter le traitement des dossiers et automatiser diverses demandes telles que la demande de franchise, la demande d'agrément, la demande de valeur à travers le process « i-value », un centre de valeur fonctionnel depuis le mois de juillet, pour lutter contre les fraudes sur la valeur. En ce qui concerne la sécurité et la sûreté, le projet 100% scanning au débarquement avant entreposage est en cours. « Toutes les étapes du projet sont réalisées à 100%, en attendant la livraison des scanners », précise-t-on auprès de la douane. Tous les ports seront équipés, en commençant par celui de Toamasina pour gagner en matière de délai de dédouanement mais aussi pour éviter de faire la queue pour le scanning au moment du dédouanement.

Infrastructures routières - La RN2 refait peau neuve

HARY RAKOTO | LA VERITE | 21 AOUT 2021

Soulagement pour les voyageurs, la première Aire de stationnement, de sécurité et de repos (ASSR) vient d'être inaugurée hier par le Président de la République Andry Rajoelina au niveau du PK198 de la RN2. Bon nombre d'usagers se sont plaints depuis quelques semaines déjà du fait que des individus jettent des pierres contre les voitures qui passent à Brickaville ou encore des braqueurs de poids lourds qui sévissent jour et nuit sur cet axe, plus que fréquenté.

Raison pour laquelle, les autorités ont pris l'initiative d'installer cette ASSR à proximité d'une Brigade de gendarmerie. Ainsi, les aires de stationnement, de sécurité et de repos d'Ambalamanakana sur la nationale 7 ainsi que celle inaugurée hier à Sahamamy sur la RN 2 sont déjà opérationnelles. 5 autres ASSR sont en cours de finition à savoir celles d'Ambalakinina- Miandrivazo (RN34), Lambokely (RN8), Andranovelona-Sakay (RN1) et enfin à Kiangara (RN4). Mais les autorités prévoient aussi la construction de 5 autres ASSR à Ranohira (RN7), Ambilobe (RN6), Ifanadiana (RN25), Andaingo (RN44) et Irondro - Manakara (RN12). « Les aires de stationnement sûres et sécurisées de camions sont nécessaires pour s'attaquer aux problèmes croissants de vol de fret, de passagers clandestins à bord de camions et d'attaques contre les conducteurs. Elles veillent également à ce que les chauffeurs de camion bénéficient d'un repos sûr et de qualité », s'enthousiasme un conducteur de poids lourd qui a eu



l'occasion de jouir des avantages des nouvelles infrastructures hier.

Dégradation avancée

Par ailleurs, en plus du fait que l'ASSR de Sahamamy soit pleinement opérationnelle, les travaux de réfection sur les portions les plus endommagées de la nationale 2 sont aussi en cours, présentement. En effet, suite à l'état de dégradation avancée de celle-ci, les plaintes des usagers qui pratiquent cette route nationale ne cessent de se multiplier ces derniers temps. « Il nous a fallu 10 heures pour parcourir le trajet Antananarivo-Toamasina, dimanche, au lieu de 6 à 7 heures habituellement. La route est en très mauvais état à partir de Marozevo, juste à 50 km d'Antananarivo. Nous avons pu constater que les camionneurs ont

beaucoup plus de difficultés à faire le trajet », déplore un autre transporteur. Ces doléances ont ainsi alerté les autorités qui ont sélectionné quelques entreprises pour réaliser les travaux d'entretien et de réparation du tronçon Brickaville-Toamasina. La première entreprise installée à Brickaville a déjà commencé les travaux depuis le PK 250, le deuxième lot des travaux prévus sur cette route. Quant aux deux autres, leurs matériels viennent d'arriver à Brickaville le 8 août et seront acheminés vers les points d'installation de leur chantier respectif. A rappeler qu'au mois d'avril de cette année, les autorités en charge des infrastructures routières ont déjà procédé à la réception provisoire des travaux réalisés entre les PK6 et 30 ainsi qu'entre les PK68 et 115.

MATP : 54 projets à son actif, transmis au nouveau MTP

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 23 AOUT 2021

37 travaux routiers sont déjà en cours de réalisation, 9 projets routiers déjà financés et en cours de mise en place, et enfin 8 grosses coopérations en cours de négociation. En tout, 54 grands projets ont été transmis par l'ancien titulaire du portefeuille de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics (MATP) Hajo Andrianainarivelo, à son homologue des Travaux publics Jerry Hatrefindrazana, lors de la passation du 19 août. Certes, le ministre Hajo Andrianainarivelo peut s'enorgueillir des réalisations de son département. Parmi les projets actuellement en cours de réalisation, 22 sont financés par les ressources propres internes de l'ancien département MATP, avec un fonds total de plus de 86,16 milliards d'ariary. Pour le reste, le ministère a noué des partenariats avec 13 institutions financières internationales

et a également initié des partenariats public-privé (PPP). Ainsi, à ces fonds propres s'ajoutent plus de 682,4 millions de dollars US et 248,5 millions d'euros, pour financer les projets déjà en cours.

Projets en vue. D'autres travaux sont déjà financés et en attente de signature ou de mise en vigueur. C'est le cas de l'échangeur (fly over) qui devrait bientôt être construit à Anosizato, le pont Mangoky, la construction de la voie rapide reliant la RN2 au port de Toamasina, etc. En tout, 9 projets financés avec un total de plus de 436,5 millions USD attendent déjà la phase de travaux. En outre, 8 projets sont en cours de négociation avec les bailleurs de fonds. Parmi ceux-ci figurent l'autoroute Tanà-Toamasina, qui a fait l'objet d'une négociation d'un fonds PPP de 2 milliards USD, ou encore les RN31 et RN10, ou les travaux de construction de

la voie rapide Ouest Tanà (VROT), etc. « Ces projets manifestent la contribution du ministère dans le cadre de la mise en œuvre du PGE (Programme général de l'Etat) et de l'IEM (Initiative pour l'Émergence de Madagascar) prônée par le gouvernement comme étant des axes transformateurs et des supports socio-économiques du développement des collectivités territoriales, ainsi que de l'ensemble du pays. À cet effet, ces projets vont bénéficier directement aux 23 régions et leurs impacts vont profiter à l'ensemble des communes de la Grande-Île », ont indiqué les techniciens auprès du ministère. Selon eux, ces chantiers majeurs ont été identifiés, conçus et réalisés pour répondre aux besoins en termes d'infrastructure pour tout le territoire national.

Rencontre avec le MEDEF- Une lourde délégation malgache à Paris

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS | 23 AOÛT 2021

Conduite par le président de la République, une délégation malgache prendra part à la réunion de rentrée du MEDEF, cette semaine. Stratégie de développement, grands projets et opportunités d'investissements seront les sujets mis en avant.

Opération séduction. Une forte délégation conduite par Andry Rajoelina, président de la République, est à Paris. Elle prendra une part active à la Rencontre des entreprises de France (REF), un événement organisé par le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), pour marquer sa rentrée après les vacances d'été.

Cette année, la REF donne la part belle à la Francophonie économique. L'idée est de miser sur le réseau francophone et le dénominateur commun qu'est la langue française pour renforcer les relations d'affaires entre l'Afrique et le secteur privé français. Ce sera aussi, une occasion, pour les membres de la délégation malgache d'évaluer des opportunités de collaboration avec des investisseurs privés de l'Afrique francophone.

Une rencontre avec le patronat marocain, serait ainsi dans les plans de la délégation malgache. Sa mission est simple, séduire le maximum d'investisseurs privés pour soutenir les projets inhérents à la vision d'émergence du pays. La Grande île a déjà engagé cette démarche, en 2019. De grosses pointures du MEDEF ont même fait le déplacement à Antananarivo. Seulement, l'élan a été stoppé net par la crise sanitaire due à la pandémie du coronavirus.

Aujourd'hui, tous ont en tête la relance économique post-crise. L'Afrique, par ailleurs, est vue par les investisseurs comme un continent où il y a le plus d'opportunités d'affaires. Pour booster sa relance post-crise et mettre sur orbite ses grands projets d'émergence, Madagascar ne veut donc pas rater le momentum.

La participation à la REF est l'occasion de marquer les esprits du patronat français qui lorgne Madagascar depuis plusieurs années. Andry Rajoelina sera, justement, en front-line et aux manettes des opérations de séduction des investisseurs. Le magazine Jeune Afrique avance même que le président de la République sera la vedette de l'événement, qui se tiendra à l'hippodrome de Longchamp.

Taillé sur mesure

Une réunion entre le président de la République et les membres du MEDEF est prévue, le 25 août. Il y sera question d'échanger sur la stratégie



de développement déployée par Andry Rajoelina. Ce sera, aussi, l'occasion de faire le point sur la situation économique et l'environnement des affaires à Madagascar. Le Chef de l'État profitera, également, de cette occasion pour exposer les grands projets en cours et des nouveaux projets sur lesquels le pays souhaite un engagement massif des investisseurs. «

L'eau, l'agroalimentaire, l'énergie et les transports », sont les secteurs-cibles de cet échange, annonce le site web du MEDEF. Dans l'ensemble, toutefois, la REF discutera de thèmes autour de la formation et l'éducation, de la ville durable, le numérique, la transition écologique et les infrastructures. Des axes de développement qui cadrent avec les ambitions d'émergence affirmées dans la politique du locataire d'Iavoloha.

Après deux semaines sur les chapeaux de roue, entre nomination des nouveaux membres du gouvernement, le sommet de la Communauté des États d'Afrique australe (SADEC), conclues par une descente à Toamasina et sur la Route nationale numéro 2 (RN2), vendredi, Andry Rajoelina s'est envolé dans la soirée même pour rejoindre Paris.

La délégation a pris le vol affrété par la compagnie Air Madagascar pour le rapatriement des ressortissants malgaches. La délégation qui a

débarqué à l'aéroport Charles de Gaulle, dans la matinée de samedi, est, visiblement, taillée sur mesure pour relever le challenge économique que représente la REF. Des responsables politiques, d'une part, mais surtout des acteurs économiques composent l'équipe conduite par Andry Rajoelina. Il y a le ministre des Affaires étrangères, celui de l'Énergie, celui du Tourisme et le ministre de l'Artisanat. Le directeur général de la Jirama figure, également, dans la team.

Plusieurs chefs d'entreprises complètent la liste des membres de la délégation qui soutiendront les opérations de charme pour attirer le maximum de nouveaux investisseurs. Pour eux, la REF est une plateforme qui propose de grandes opportunités d'affaires. Des figures du patronat malgache comme Jean Claude Ratsimivony, du groupe Vaniala, ou encore, Franck Fohine, de la compagnie Vidzar, sont de la partie. Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), sera, notamment, parmi les intervenants des deux jours de réunion organisées par le patronat français. Il discutera, mercredi, du financement des économies francophones. Après un break, hier, la team conduite par le président de la République retournera au charbon, ce jour, pour préparer les échanges avec le MEDEF.

Développement économique – L'Omapi passe au révélateur

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 23 AOUT 2021

Peu connu mais un maillon essentiel des rouages économiques. L'Office malgache de la propriété industrielle, Omapi, mérite d'être mis sous le feu des projecteurs.

Le coronavirus a quand même généré des effets positifs. « Une affluence vers la recherche de moyens et outils pour faire face à la pandémie de Covid-19 a été constatée ces dernières années partout dans le monde. Que ce soit dans le domaine médical et pharmaceutique, de la technologie de l'information et de la communication ou du commerce et marketing, les impacts de la pandémie ont façonné la vie de toute l'Humanité qui est désormais astreinte aux diverses mesures sanitaires imposées par chaque pays » constate un spécialiste des certifications.

Il continue: « Que ce soit à Madagascar ou à l'étranger, la protection des résultats de recherches en vue de l'obtention de droits exclusifs d'exploitation sur le marché constitue une préoccupation majeure. À noter qu'il s'agit là d'une protection au moyen du système de propriété industrielle, essentiellement le brevet d'invention, les marques de produits ou de services, les dessins et modèles industriels ».

Avant d'expliquer que « l'obtention d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'enregistrement est une démarche importante dans la gestion du portefeuille immatériel d'une entreprise. En effet, elle lui confère une sécurisation non seulement de ses savoir-faire techniques et des connaissances résultant de longues et coûteuses recherches, mais surtout des investissements déployés depuis les recherches jusqu'à la commercialisation du produit final ».

Pour déduire « le brevet d'invention ou le certificat d'enregistrement sont ainsi des titres de propriété industrielle qui confèrent à leur titulaire les droits d'interdire aux tiers toute exploitation commerciale de l'invention brevetée, de la marque ou



Les jeunes entrepreneurs ont plus que besoin des services offerts par l'Omapi.

du dessin ou modèle enregistré sans son autorisation, et ce durant une période déterminée. Néanmoins, si la protection de ces actifs immatériels est fortement recommandée à toute entreprise, elle ne constitue pas une condition pour la commercialisation du produit sur lequel sont grevés les droits de propriété industrielle. En d'autres termes, l'absence de titre de propriété industrielle n'empêche pas la commercialisation des produits sur le marché ».

Numérisation

À Madagascar, depuis son ouverture en 1994, l'Office Malgache de la Propriété Industrielle, OMAPI, a, peu à peu, inculqué une culture de propriété industrielle à Madagascar, à travers diverses activités de promotion de la créativité et de l'innovation auprès de toutes les parties prenantes. Il a su s'adapter à l'évolution du contexte politique, économique, sanitaire, technologique et environnemental, tant national qu'international pour assurer la continuité et la pérennité de ses activités.

C'est ainsi que l'Omapi a pu assurer la continuité de l'administration de la propriété industrielle à Madagascar en dépit des restrictions liées aux mesures sanitaires qui ont fortement impacté

sur les activités de nombreuses entreprises, tant du secteur public que privé. Ceci s'est traduit par la réception des demandes et autres documents liés à la création et au maintien des droits de propriété industrielle à Madagascar même durant la fermeture de l'Office, au moyen de la communication électronique et des transactions virtuelles. Pour une meilleure efficacité des actions entreprises et pour faire face aux situations exceptionnelles à venir, un Plan de contingence a été adopté, s'agissant d'un document flexible et modulable pour les années à venir.

Par ailleurs, la numérisation de la collection documentaire de l'Office et l'automatisation des procédures en son sein ont fortement contribué à cette continuité. L'Omapi se félicite ainsi de la clôture, cette année, du projet numérisation qui a été réalisé en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et s'est vu le financement du Japon.

De nombreux projets sont en perspectives, reposant pour la plupart sur la sensibilisation du public sur l'importance du respect des droits de propriété industrielle et le danger de la contrefaçon. Diverses activités sont envisagées dans ce cadre, notamment la tenue de divers événements d'informations et d'échanges sur le sujet.

De tout ce qui précède, l'Omapi accorde une importance majeure à l'écoute des besoins et attentes des parties prenantes du système de propriété industrielle afin d'améliorer continuellement ses services. C'est ce qui lui a valu le maintien de sa certification ISO 9001: 2015 par l'AFNOR à l'issue du deuxième audit d'évaluation qui a abouti le 18 août 2021.

Programme Entrepreneuriat-SCAC: coup de pouce aux jeunes entrepreneurs malagasy

ARH. | LES NOUVELLES | 23 AOUT 2021

Le Programme Entrepreneuriat-SCAC de l'ambassade de France renouvelle une fois de plus son soutien aux jeunes entrepreneurs malagasy. Le stage en entrepreneuriat de ce mois d'août aura lieu du 30 août au 3 septembre pour Antananarivo. Il s'agit des programmes de formation permettant, en amont, aux porteurs de projets de monter en compétence en matière de gestion de projet et en aval, de démarrer leurs projets.

Le programme a lancé un appel à candidatures aux petites et moyennes entreprises (PME) malagasy formellement constituées, avec un chiffre d'affaires mensuel supérieur ou égal à 10 millions d'ariary et ayant surtout pour ambition de grandir au niveau national voire à l'international. Il accompagne effectivement des PME désirant structurer les bases des entreprises, agir pour la croissance et grandir au niveau local voire

international, la région océan Indien principalement, mais aussi quelques pays africains.

Les porteurs de projets bénéficieront des ateliers et rencontres d'accompagnement-métier organisés avec des panels d'experts, formateurs, entrepreneurs malagasy et français. Le Programme Entrepreneuriat-SCAC accordera aux bénéficiaires de l'accompagnement, une aide financière destinée à l'assistance technique.

Ministre Tsimanaoraty Paubert Mahatante : Des idées innovantes pour développer le secteur pêche et l'économie bleue

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 23 AOUT 2021

Le nouveau ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, le Dr Tsimanaoraty Paubert Mahatante est un expert dans les domaines de la pêche, de la gouvernance de l'océan et de l'économie bleue.

Ce jeune homme âgé de 40 ans, qui plus est maître de conférences à l'Université de Toliara et enseignant dans plusieurs universités à Madagascar, est bel et bien la personne qu'il faut à la place qu'il faut ! En effet, il maîtrise parfaitement ce secteur grâce à ses quinze années d'expériences en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des stratégies de développement du secteur pêche et de l'économie bleue aquaculture à Madagascar, dans la région occidentale de l'Océan Indien et au niveau de l'Afrique orientale et australe. Il est également titulaire d'un doctorat en sciences marines et halieutiques, option gestion des ressources aquatiques, aquaculture et environnement au sein de l'Institut Halieutique et des Sciences Marines (IH.SM) à l'Université de Toliara. Fraîchement nommé par le président de la République à la tête de ce département, le ministre T. Paubert Mahatante ne vient pas les mains vides car il a déjà conçu des idées innovantes visant à assurer une utilisation durable, juste, équitable et responsable de nos ressources. « Ma vision est de faire de ce secteur un pilier de l'émergence économique de Madagascar d'ici à 2030 à travers le développement de l'économie bleue et l'amélioration de la gouvernance », a-t-il déclaré.

Port de pêche. Pour ce faire, « une réforme de ce secteur s'impose à travers la promotion de ces idées innovantes. Cela consiste entre autres, à mettre en place au moins un port de pêche ayant une jetée avec des brise-lames dans chaque région côtière de Madagascar. Chaque port de pêche aura une capacité d'accueil allant jusqu'à cinquante bateaux », a-t-il enchaîné. L'installation d'un chantier naval pour les petites embarcations fait aussi partie de ses idées innovantes.



La loyauté et la droiture constituent la particularité du ministre de la Pêche et de l'Économie Bleue, Tsimanaoraty Paubert Mahatante.

« Les pêcheurs pourront y fabriquer et entretenir des embarcations de pêche à base de fibres de verre ou bien des matières métalliques pour préserver l'environnement. Des chambres froides seront également mises en place pour permettre aux pêcheurs et autres usagers de bien conserver leurs produits », tient-il à préciser.

École de pêche et éclosierie. En outre, le ministre Paubert Mahatante envisage de créer une école de pêche dans chaque région côtière de l'île et des éclosieries pour développer l'aquaculture et la pêche continentale. « L'objectif vise à professionnaliser les pêcheurs traditionnels en les formant sur la technique de navigation et la confection et l'entretien des engins de pêche ainsi que la technique de transformation des produits halieutiques. Les écoles de pêche serviront également de lieu d'échanges et de regroupement pour les pêcheurs. Quant aux éclosieries, elles permettront la production des alevins afin, entre autres, d'empoissonner les plans

d'eau. Il faut savoir que Madagascar, avec sa Zone Économique Exclusive de 1.141.000 km², dispose de 5.600 km de longueur de côtes, d'un plateau continental de 870.000 km² rien que pour le Sud, des mangroves de 410.000 ha, des lacs et lagunes de 155.000 ha ainsi que de 40 fleuves et des rivières avec plus de 9.000 km de longueur sans leurs effluents. Le pays ne devrait pas être aussi pauvre compte tenu de cette énorme potentialité », selon ses dires.

Amélioration de la gouvernance. Par ailleurs, celui-ci a réalisé de nombreuses recherches sur le secteur dont celles en cours sont entre autres, les ouvrages intitulés « Les impacts de l'acidification de l'océan sur la pêche langoustière à Madagascar », « L'économie bleue : une lueur d'espoir pour l'émergence économique de Madagascar » et « Les enjeux de la pêche migrante à Madagascar ». Et il est jusqu'à présent leader du Réseau d'Echange sur la Gouvernance de l'Océan dans la région Ouest de l'Océan Indien. Comme étant un ancien leader de la société civile à Madagascar et en Afrique, le ministre de la Pêche et de l'Économie Bleue a démissionné de ses fonctions au sein de PFN OSC M, de SANSFA/SADC et de EAFISH. Il priorise ainsi l'amélioration de la gouvernance dans ce département dont une convention, entre autres, avec le BIANCO et la mise en forme d'une Fishery Transparency Initiative sont en vue. La lutte contre la pêche INN, la reprise des négociations sur les accords de pêche et l'élaboration suivie de la mise en œuvre des documents stratégiques pour la promotion de l'économie bleue durable à Madagascar, ne sont pas en reste. Le jeune ministre lance ainsi un appel à toutes les parties prenantes (secteur privé, société civile, chercheurs et PTF) pour l'appuyer dans l'accomplissement de ses missions.

REF : Une forte délégation malgache en France

VELO GHISLAIN | MA-LAZA | 23 AOUT 2021

À la tête d'une délégation gouvernementale et de représentants du secteur privé, le Président de la République Andry Rajoelina est dans la capitale française depuis samedi. La délégation devra participer le 24 et 25 août à une réunion avec des entrepreneurs francophones organisée par le MEDEF, à l'hippodrome de Longchamp. La délégation malgache est composée de quatre ministres dont

le ministre des Affaires étrangères, Patrick Rajoelina, celui de l'Énergie, Andry Ramaroson, de l'Artisanat Sophie Ratsiraka et du ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, ainsi que d'opérateurs économiques malgaches. D'après le planning, le président du GEM malgache, Thierry Rajaona, prendra la parole en participant aux débats autour du «financement des économies francophones » le mercredi 25 août. Le

président de la République rencontrera la diaspora malgache le samedi 28 août pour s'entretenir de la participation et de la contribution de la diaspora au développement de Madagascar.

Le président Andry Rajoelina est l'unique Chef d'Etat africain présent à cet événement économique d'initiative privée. Il prononcera un discours à l'ouverture de cette réunion de haut niveau.

Paris – Quarante-quatre opérateurs face au Medef

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS | 24 AOUT 2021

Les choses sérieuses démarrent. Outre le président de la République qui sera en frontline, quarante-quatre opérateurs économiques venant de Madagascar prendront part à la REF organisée par le Medef.

Enclencher la stratégie de promotion pays sur la scène internationale. Voilà l'un des objectifs de Madagascar durant sa participation à la Rencontre des entreprises de France (REF).

Pour cela, quarante-quatre opérateurs économiques venant de Madagascar vont bétonner les actions politiques pour capitaliser au mieux la présence malgache à cet événement.

Organisée par le Mouvement des entreprises de France (Medef), la REF marque sa rentrée après les vacances d'été. Cette année, l'accent est mis sur le renforcement des relations économiques et d'affaires au sein du réseau francophone. Des responsables étatiques et des opérateurs économiques francophones, notamment, ceux d'Afrique seront sous les projecteurs durant les deux jours de la REF donc. Madagascar compte bien y faire valoir tous ses atouts.

« Mettre en avant le potentiel économique de Madagascar et ses produits d'exception ». C'est le leitmotiv de la délégation malgache durant la REF. À partir de ce jour, tout le monde sera sur le pont. Il y aura le volet séduction qui sera mené par les responsables politiques avec Andry Rajoelina, président de la République, en tête. Il sera la tête d'affiche du début de volet francophone de la REF, à partir de cet après-midi, à l'hippodrome de Longchamp.

Outre le Medef, le chef de l'État aura, également, des séances d'échange avec les investisseurs des pays africains, notamment, ceux du Maroc. Le président Rajoelina s'attachera, notamment, à expliquer sa politique de développement, sa vision d'émergence. Il mettra en exergue, également, les actions étatiques pour l'amélioration du climat des affaires et des investissements.

Rencontres B to B

Les quarante-quatre opérateurs



Le Dr Jean Claude Ratrimivony de Vaniala (au centre) fait partie des opérateurs du voyage à Paris.

malgaches présents à la REF devront, eux aussi, mouiller le maillot pour faire rayonner le potentiel économique et les produits d'exception de la Grande île. Selon les explications, les rencontres B to B, ou interentreprises seront fortement encouragées durant les deux jours de la REF.

Outre la promotion du Branding pays, la REF sera l'occasion de séduire des investisseurs, conclure des accords et même signer des contrats d'investissement ou de partenariat entre les opérateurs du secteur privé.

Des entreprises comme Vaniala, Vidzar, Rova Caviar, Bovima, Star, ou encore, Karenjy seront présentées à la REF. Ces entreprises pourront compter sur le soutien des organisations du secteur privé que sont le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), le Groupement des entreprises franchises et partenaires (GEFP), ou encore, le Syndicat des industries de Madagascar (SIM). Thierry Rajaona, président du GEM, sera, notamment, parmi les intervenants lors des deux jours de

réunion organisés par le patronat français.

Le thème du débat sur lequel le président du GEM sera l'un des panélistes portera sur le financement des économies francophones. Durant les deux jours de rencontre économique en marge du MEDEF, la délégation malgache mettra à profit, chaque occasion pour souligner la qualité et le raffinement des produits malgaches. Deux dîners sont au programme des officiels malgaches cette semaine. L'un est organisé par le magazine Jeune Afrique, mercredi et l'autre donné par le président Rajoelina, jeudi.

Les produits du terroir malgache seront à l'honneur durant ces deux rendez-vous culinaires et d'affaires. Madagascar continuera sur cette lancée en organisant une expo-vente de produits made in Madagascar vendredi et samedi à l'ambassade. Le séjour de la délégation malgache en France sera clôturé par une rencontre avec la diaspora, samedi après-midi.

Création d'un fonds souverain: la décision de la HCC attendue

T.N. | LES NOUVELLES | 24 AOUT 2021

Les parlementaires ont adopté le projet de loi portant création d'un fonds souverain malagasy (FSM), le 12 août. Le texte a été déposé auprès de la Haute cour constitutionnelle (HCC) le 18 août pour contrôle de conformité à la Constitution.

A noter que ce fonds souverain servira à financer les projets d'infrastructure dans le pays, notamment les projets du

chef de l'Etat comme les Buildings mora, les routes ou autres infrastructures de développement.

La HCC devrait également statuer sur d'autres textes, notamment la nomination des successeurs des deux parlementaires nommés ministres, à savoir, le sénateur Herilaza Imbiki, devenu ministre de la Justice, et le député Raymond, nommé vice-ministre

en charge de l'Agriculture et de l'élevage.

Quatre ratifications d'accord attendent également l'avis de la HCC, dont deux concernent un accord entre Madagascar et l'Association internationale de développement (Ida), un autre avec le Fonds africain de développement et un dernier avec les Fonds de l'Opep pour le développement international (Ofid).

Impact de la malnutrition chronique: Madagascar perd chaque année 14,5% de son PIB

SERA R. | LES NOUVELLES | 24 AOUT 2021

La malnutrition chronique n'est pas qu'un problème de santé publique, mais également socioéconomique. Elle affecte la croissance et le développement intellectuel de l'enfant ainsi que sa capacité productive, une fois à l'âge adulte. Une situation qui fait perdre annuellement à Madagascar entre 7% et 14,5% de son Produit intérieur brut (PIB), selon le rapport de « Cost of hunger in Africa ».

Cette perte s'élève entre « 2 à 5 milliards d'ariary par an », selon l'estimation de l'Office national de nutrition (ONN), à l'occasion de l'atelier de concertation sur les stratégies nationales pour la fortification alimentaire à Madagascar, hier à l'hôtel Vatel Ambatoroka.

De 47% en 2013, le taux de malnutrition chronique est descendu à 42%, selon l'enquête Mics 2018. Toutefois, les données restent toujours instables et varient d'une région à une autre.

Améliorer l'état nutritionnel

La raison d'être de cet atelier sur les stratégies nationales pour la fortification alimentaire qui a vu la

participation de tous les acteurs et les entités concernées dans la lutte contre la malnutrition chronique, est d'améliorer l'état nutritionnel.

Un cadrage global des stratégies sur la fortification alimentaire a été élaboré. Il déterminera les éléments techniques à insérer dans le document stratégique national.

Des institutions gouvernementales comme l'ONN, le Bureau national des normes (BNN), les ministères de la Santé publique, de la Population, de l'Éducation nationale ainsi que de l'Agriculture et l'élevage, ont assisté à cet atelier. Également, les organisations



de la société civile et les entreprises comme la plateforme Hina, le «Scaling up nutrition (Sun)», le Comité national du codex alimentaire (CNCA), «Foods solution», Nutrizaza et la société «Mofoko».

Production d'eau potable : 1 200 m3 par jour pour Manjakandriana

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 24 AOUT 2021

La ville de Manjakandriana n'aura plus de problème d'accès à l'eau potable, pour les prochaines années à venir. Un nouveau système d'alimentation vient d'être mis en place et permet la production de 1.200 m3 d'eau par jour, pour desservir 9 fokontany. Selon la Jirama qui exploite le site, cette production est largement suffisante pour une population estimée à 15.000 habitants en 2025. La semaine dernière, le nouveau ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Ladislas Adrien Rakotondrazaka, a effectué une visite sur le site pour réaliser un contrôle de qualité et de fonctionnement du système. Selon les explications, le site comprend deux ouvrages de captage, deux stations de pompage et une station de traitement d'une capacité de 50 m3 par heure, ainsi qu'un réservoir de 400 m3. « Les travaux ont été financés par WaterAid à hauteur de 2,168 milliards d'ariary et par la Jirama à hauteur de 645 millions d'ariary », ont indiqué les promoteurs du projet. Bref, les nouvelles unités de production d'eau potable se multiplient davantage dans tout le pays. Plusieurs d'entre elles sont déjà opérationnelles, tandis que d'autres sont en cours de mise en place.



Le ministre Ladislas Adrien Rakotondrazaka en visite à Manjakandriana.

Grande distribution – Shoprite va baisser pavillon

L'EXPRESS | 24 AOUT 2021

Un coup dur pour ses nombreux clients. Shoprite a annoncé hier, qu'elle se retirait de l'Ouganda et de Madagascar après deux décennies d'activité. Ce, indique-t-il dans un communiqué sans d'autres détails, conformément au processus d'examen du groupe en dehors de l'Afrique du Sud, son marché local.

Présente depuis 2000 en Ouganda où elle exploite cinq magasins, et depuis 2002 à Madagascar où elle détient dix magasins, la chaîne de supermarchés sudafricaine avait déjà acté son retrait du Kenya et, depuis juin dernier, du Nigéria. Elle a, en effet, après 16 ans

passés dans le pays, cédé la propriété de sa filiale Retail Supermarkets Nigeria Limited, à Ketron Investment Ltd, une société détenue par un groupe d'investisseurs institutionnels dirigé par le milliardaire Tayo Amusan.

Le retrait progressif du groupe Shoprite des marchés du continent s'explique essentiellement par les dévaluations de devises, les problèmes d'approvisionnement et la faiblesse des dépenses de consommation en Angola, au Nigeria et en Zambie. Des facteurs ayant pesé sur ses bénéfices.

« Le capital que nous allons investir désormais dans la région (hors-Afrique

du Sud) sera à un niveau minimal et nous continuerons à gérer les coûts autant que nous le pouvons », avait expliqué Pieter Engelbrecht, CEO de Shoprite qui mise désormais sur le marché local où le groupe détient 30 % des parts du marché de la distribution. En 2020, Shoprite employait environ 141 000 personnes dans près de trois mille magasins à travers l'Afrique. Le principal détaillant alimentaire du continent détenait un réseau de près de trois mille magasins appartenant à des entreprises dans quinze pays.

Mines et ressources stratégiques : Christian Ntsay : « il faut redresser le secteur »

»

C.R. | MA-LAZA | 24 AOUT 2021

« Si le secteur minier devrait être un levier du développement, il n'en est pas ainsi. Il faut redresser le secteur. Qu'en est-il des zones aurifères par exemple ? ». Tels ont été les propos d'hier du Premier ministre Christian Ntsay lorsqu'il s'est adressé aux différents responsables du ministère des mines et des ressources stratégiques à Ampandrianomby, au terme de sa passation de service avec le ministre Fidiniavo Ravokatra.

En effet, le Premier ministre Christian Ntsay assure depuis hier, 23 août, l'intérim du ministère des mines et des ressources stratégiques, à la suite de la démission du ministre fraîchement nommé Brice Randrianasolo.

« La situation à Madagascar est paradoxale puisque le secteur



appauvrit le pays au lieu de l'enrichir. Des conventions avec des compagnies minières œuvrant dans le secteur ne profiteront pas au pays. Et il importe de tirer leçons du passé», a annoncé le ministre par intérim. En ce qui concerne le Code minier, Christian Ntsay a mis en relief l'importance du partage de

production. « Cela permettra, entre autres, de mettre en place le fonds souverain ». Le ministre par intérim veut faire de la lutte contre les trafics en tout genre son cheval de bataille. « Des exportations, avec l'utilisation de prête-nom se font, sans rapatriement de devises. Les trafics d'or, de pierres précieuses se multiplient... », a-t-il rappelé. Il a mis l'accent sur l'importance de l'intégrité totale. N'ayant pas l'intention de limoger des responsables du ministère, le Premier ministre et ministre par intérim a toutefois souligné qu'il n'accordera aucune tolérance envers ceux qui enfreignent la législation ou entreprennent des manœuvres frauduleuses.

Pétrole et gaz : Préparation au décollage pour les pays d'Afrique

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 25 AOUT 2021

Comptant sur une grande relance post-Covid, les pays du grand continent s'apprêtent à promouvoir leurs ressources, en vue d'attirer les grands investissements internationaux. Parmi ceux-ci, le Congo veut se positionner en tant que concurrent régional.

Le pétrole et le gaz figurent aujourd'hui parmi les ressources, qui peuvent attirer rapidement un volume important de capitaux étrangers et de progrès techniques. Pour Madagascar, les professionnels du secteur parlent de haut potentiel à capitaliser aux événements dédiés à la promotion de ces ressources. Cette année, parmi les événements importants figure l'AEW (African Energy Week) qui se tiendra au Cap en Afrique du Sud, du 9 au 12 novembre prochain. Hier, le DG de la Société des Pétroles du Congo (SNPC), Maixent Raoul Ominga, a confirmé sa participation à cette manifestation qu'il qualifie d'événement principal d'Afrique. Celui-ci mettra en lumière le rôle de sa compagnie, dans la stimulation de l'industrie de l'énergie et des succès économiques, en promouvant les grandes opportunités d'investissements et en favorisant la position du Congo en tant que géant pétrolier et gazier régional. « Avec un rôle à jouer dans la recherche, l'exploitation, le développement et la distribution des hydrocarbures liquides ou gazeux au Congo, la SNPC a été instrumentale dans le développement du secteur énergétique du pays. La SNPC a été établie dans le but de créer une compagnie pétrolière à part entière qui, grâce à son expérience technique, développe une industrie pétrolière des plus importantes dans ce pays », a-t-il expliqué.

Opportunités. Grâce à cette activité



Madagascar dispose de fortes potentialités en ressources pétrolières et gazières, qui restent à capitaliser.

de la SNPC, le Congo est au rang de troisième plus grand producteur de pétrole brut en Afrique Subsaharienne, avec plus de 2,9 milliards de barils de réserves prouvées en 2021. Certes, l'exploitation de ces ressources peut transformer le développement socio-économique de ce pays. Pour Madagascar, les opportunités sont également énormes. Cependant, les techniciens parlent d'un secteur dormant, faute d'activité depuis plus d'une décennie. D'après leurs dires, c'est le moment ou jamais de

relancer le secteur, car à l'aube d'une grande reprise post-crise, la Grande-Île a plus de chance de mettre en avant ses atouts et sa compétitivité. En effet, le pays peut participer aux événements dédiés à la promotion des ressources stratégiques, pour attirer les investisseurs. Historiquement, la participation de Madagascar à ces événements internationaux ont, d'une manière générale, donné de bons résultats, avec la manifestation des compagnies intéressées qui sont toujours comptées en dizaines.

Rencontre avec le Medef – Le label Vita malagasy mis en avant

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS | 25 AOUT 2021

Invité d'honneur de la REF Francophonie, le président de la République se fait VRP des produits d'exception malgache. Dès l'ouverture de l'événement, il a mis l'accent sur la volonté d'assumer le label Vita malagasy.

À fond la caisse sur le Made in Madagascar. Andry Rajoelina, président de la République, n'y est pas allé par quatre chemins. Dès le coup d'envoi de la REF Francophonie, hier à l'hippodrome de Longchamp, le chef de l'État a mis l'accent sur le label Madagascar. «

Les innovations ainsi que les projets qui font preuve de créativité et d'intelligence économique sont encouragés afin de faire émerger de façon plus assumée le label Made In Madagascar », a déclaré le locataire d'Iavoloha, en ouverture de la REF Francophonie dont-il est l'invité d'honneur. Organisée par le Mouvement des entreprises de France (Medef), la Rencontre des entreprises de France (REF), donne la part belle à la coopération économique et d'affaires au sein du réseau francophone, cette année.

Avec une délégation d'une quarantaine d'opérateurs économiques et des autorités étatiques, la Grande île compte tirer le maximum de profit de sa participation à cet événement. « Nous devons à tout prix tirer profits de nos liens commerciaux et en développer de nouveaux pour soutenir les investissements industriels, créateurs d'emplois et de valeur ajoutée dans les pays francophones en développement », soutient ainsi le président Rajoelina. Enclencher la stratégie de promotion pays sur la scène internationale est un des objectifs affirmés. Ceci en mettant en exergue le potentiel économique de Madagascar et ses produits d'exception. Le temps d'un discours, sur la pelouse de la piste de l'hippodrome de Longchamp, Andry Rajoelina a endossé la casaque de VRP des produits d'exception estampillés Made in Madagascar.



« Madagascar est un terroir d'exception », atteste le chef de l'État. Affirmant sa fierté, le président de la République a mis l'accent sur le fait que la Grande île est le seul pays africain qui produit du caviar. Un mets, devenu un incontournable des grandes tables à travers le monde, indique-t-il.

Croissance partagée

Le président de la République ajoute que le caviar de Madagascar est un produit d'exception qui rejoint la table des grands aux côtés des gambas, crevettes « L'or Rose de Madagascar » et les langoustes de la Grande île que nous exportons à hauteur de près de 4 000 tonnes par an ».

La vanille de Madagascar qui a approvisionné 80% du marché mondial avant la crise sanitaire, ou encore le cacao ont également été mis en avant devant le Medef et les quelques six cents entrepreneurs francophones présents à l'hippodrome de Longchamp. Andry Rajoelina a, notamment, vanté la finesse du Cacao de Madagascar dont l'ensemble de la production bénéficie du label « Cacao fin ».

Il n'est, toutefois, pas question de brader les atouts de la Grande île.

« Notre terroir d'exception nous confère une situation privilégiée

offrant d'innombrables perspectives de partenariat et sources d'opportunités d'investissement. Mais cela exige un rapport de partenariat plus juste et plus équitable dans un esprit de croissance partagée », souligne le locataire d'Iavoloha. Le Président a, également, brassé dans son allocution la relance économique nécessaire post-crise sanitaire, la réalisation de ses Velirano et la concrétisation de sa vision d'émergence pour Madagascar.

Séduire les investisseurs pour booster l'industrie, l'autosuffisance alimentaire, ou encore, les projets structurants est ainsi une des ambitions affirmées.

Le but de produire localement tout ce dont le pays a besoin et celui de créer de la valeur ajoutée aux ressources nationales avant leur exportation à l'international sont des points sur lesquels le chef de l'État a insisté. Il a ainsi mis en exergue l'étendue du territoire terrestre et maritime de Madagascar pour démontrer son potentiel économique. Il note que le potentiel en énergie renouvelable de la Grande île est de 7 000 mégawatts. Les atouts touristiques de Madagascar ne sont pas en reste. «

En dernier lieu, je voudrais souligner le potentiel du développement numérique et technologique », déclare Andry Rajoelina. Le pays compte parmi les États africains ayant le meilleur débit de connexion. À entendre les propos du chef de l'État, à l'instar de tous les participants à la REF Francophonie, Madagascar mise sur les liens historiques et les affinités culturelles, du monde francophone pour tisser des partenariats économiques et d'affaires solides et gagnant-gagnant.

Coopération: le chargé d'affaire d'Indonésie reçu au Sénat

TSILAVINY RANDRIAMANGA | LES NOUVELLES | 25 AOUT 2021

Le chargé d'affaire de la République d'Indonésie à Madagascar, Yan Pieter Siahaan, a effectué une visite de courtoisie auprès du président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, hier. La nécessité de raffermir la coopération entre les deux pays, surtout dans le domaine agricole, a été au centre des discussions entre les deux personnalités. Connue pour ses expériences dans le domaine de la riziculture, l'Indonésie souhaite partager son savoir-faire avec Madagascar. La reprise rapide des séances de formations liées à cette activité a été ainsi évoquée après leur suspension en raison de la crise

sanitaire due à la Covid-19.

En parlant de Covid-19, Yan Pieter Siahaan a salué le leadership du gouvernement malagasy dans la lutte contre cette maladie. Alors que de nombreux pays, tant européens qu'africains ou asiatiques, sont encore en pleine lutte contre cette pandémie, Madagascar semble bien s'en sortir, selon ses propres constats. D'après lui, le recours aux remèdes à base de plantes fabriquées par les chercheurs malagasy tels que le Covid organics (CVO), est l'une des raisons de cette réussite.

Groupe d'amitié interparlementaire
Concernant la coopération parlementaire entre l'Indonésie et Madagascar, Herimanana Razafimahefa a indiqué la création prochainement d'un groupe d'amitié interparlementaire des deux pays au Sénat, permettant de discuter du renforcement de la coopération dans d'autres domaines, notamment sur le plan social, selon toujours le président de la Chambre haute. Il est à noter que sur le continent africain, Madagascar figure parmi les rares pays ayant un lien d'amitié très fort avec l'Indonésie.

Impôt - Déploiement du « e-Hetra phone » au niveau national

HARY RAKOTO | LA VERITE | 25 AOUT 2021

Dématérialisation effective. Le système de paiement des obligations fiscales via « mobile money » vient d'être étendu à travers toute la Grande île. Désormais, les contribuables peuvent choisir de ne pas venir physiquement au niveau des centres fiscaux pour payer leurs impôts et de tout simplement régler leurs obligations par transfert d'argent à partir de leur téléphone portable.

Pour ce faire, un partenariat entre la Direction générale des impôts (DGI) - sous tutelle du ministère de l'Economie et des Finances - ainsi que les établissements de monnaie électronique (EME) vient d'être enclenché hier à Anosy. Ce partenariat bénéficiera de l'expertise du ministère du Développement numérique, de la Transformation digitale, des Postes et des Télécommunications (MDNTDPT), conduit par Tahina Razafindramalo sur le plan de la réalisation technique. « Outre la sécurisation des recettes fiscales, le système est aussi un moyen de lutte contre la corruption dans la mesure où il exclut tout contact direct entre les agents du fisc et les contribuables », argue Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Economie et des Finances (MEF). L'« e-Hetra phone », rappelons-le, est un système de paiement de l'impôt synthétique via « mobile money ». M'Vola, Airtel Money et Orange Money se sont associés à ce nouveau système. La digitalisation des services fiscaux bénéficie de l'appui technique et financier de la Banque mondiale, à



travers le Projet d'inclusion financière à Madagascar (PIFM), financée à hauteur de 45 millions de dollars.

Sécurisation des recettes

La phase pilote de l'« e-Hetra phone » a été lancée en 2018 dans les centres fiscaux de Faravohitra et d'Alasora. 150 contribuables ont utilisé ce service sur les quelques 400 000 recensés au niveau national, selon les chiffres administrés par la Direction générale des impôts.

« L'objectif du déploiement national est bien évidemment d'arriver à toucher plus de contribuables, tout en atténuant les risques de corruption. D'ici quelques années, nous tablons sur des millions d'utilisateurs sur ce système de paiement fiscal », s'enthousiasme Germain, directeur général des impôts. Ainsi,

l'administration fiscale mise gros sur la digitalisation pour moderniser et améliorer la qualité de ses services, ainsi que sécuriser les recettes de l'Etat. Le concept « e-Hetra phone » devient ainsi la suite logique du système de télédéclaration qui est déjà opérationnel qu'est le « e-hetra paiement ». Par ce système, les déclarations et paiements d'impôts, droits et taxes se feront obligatoirement par téléprocédures sur le site Internet de la DGI. Pour accompagner les usagers dans la prise en main de ces nouveaux services en ligne dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales et dans les délais impartis, des séances de formation et d'assistance seront programmées et communiquées sous peu par les services des impôts.

Filières soja et maïs : Amélioration du rendement et de la gestion dans le Vakinankaratra

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 25 AOUT 2021

L'agriculture peut rapporter gros, avec une bonne gestion. C'est ce que soutient le président Samimanana Rakotoarisoa de la Coopérative Fanirisoa. Ayant bénéficié du Projet de croissance agricole et de sécurisation foncière (CASEF), il a mis en avant l'importance des techniques, du savoir-faire et de la capacité de stockage. « Notre coopérative comprend 60 membres dans le fokontany Mandritsara de la Commune Betafo, et travaille avec plus de 200 paysans collaborateurs dans toute la région Vakinankaratra. Avec le projet CASEF, nous avons bénéficié de matériels agricoles, d'une chambre d'une capacité de stockage de 50 tonnes et de séances de formations.



Samimanana Rakotoarisoa, président de la Coopérative Fanirisoa.

Cela a des impacts énormes sur les sources de revenus de nos membres », a-t-il indiqué. En effet, les membres de cette coopérative produisent environ

200 tonnes de soja et de maïs. Une partie de cette production fait déjà l'objet de contrats avec des preneurs. Pour le reste, la coopérative a grand besoin de la chambre de stockage, pour avoir une meilleure marge de manœuvre, par rapport à la fluctuation des prix sur le marché, ainsi que pour le choix des zones à cibler. Certes, grâce à un renforcement de capacités, ces paysans peuvent opérer un meilleur arbitrage sur le marché, dans l'optique d'améliorer leurs revenus. À noter que le CASEF est un projet du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, financé par la Banque mondiale. Pour atteindre ses objectifs, ce projet travaille en étroite collaboration avec les coopératives.

Carburant – La consommation repart à la hausse

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 25 AOUT 2021

De précieux indices pour évaluer l'effectivité de la relance de l'économie. Il s'agit des variations dans le temps du volume de consommation du carburant.

Un dossier qui vaut la peine d'être consulté par les décideurs et acteurs de la vie économique. Celui d'une étude menée par l'Office malgache des hydrocarbures, OMH, sous la conduite de Lucas Rabearimanga, directeur des études et des opérations. Avec des détails d'une précision chirurgicale et des projections jusqu'à la fin de cette année, cette prospection offre un tableau de bord plus qu'intéressant et utile. Le résumé de cette « prospection » s'énonce comme suit.

« Il a été annoncé que la consommation du premier trimestre 2021 enregistre une croissance de + 0,6%, pour un volume total de 251 722m³, avec une accentuation claire sur le mois de mars où la hausse était de +5%. Cette hausse de la consommation est visible sur la plupart des composantes du marché. Les exceptions concernent les composantes Ambatovy et aviation qui se situent encore, respectivement à -67% et à -62% au dessous de leurs niveaux du trimestre 2020. Si Ambatovy a repris ses activités en mars, le secteur aviation subit encore les effets des restrictions des déplacements aériens. Les carburants aviation restent les seuls produits qui n'arrivent pas encore à décoller depuis le début de la crise sanitaire. Leurs consommations à la période considérée sont quasiment réduites au tiers de celles de la même période de 2020 et 2019. Concernant le gaz, les ventes nationales ont perdu -26% pour s'établir à 2 534 tonnes métriques, mais devraient reprendre dans les mois à venir. Quant aux produits blancs, avec une croissance évaluée à +2% représentant



Le prix à la pompe reste stable depuis 2019.

un différentiel de +4 015m³, ils figurent parmi ceux qui portent la consommation globale à la hausse. Le Super carburant, SC, est plus ou moins stable à +0.1% pour un volume de 37 948m³. – le PL enregistre une hausse de + 9% pour un volume 8 475m³. – le gasoil, GO, a augmenté de +2% pour une consommation trimestrielle à 137 960m³. Pour le Fuel oil, FO, sa hausse de +29% pour un volume total de 57 585 m³ constitue le principal levier de la croissance de la consommation globale au 1er trimestre. Elle vient exclusivement des composantes Jirama et QMM. À propos du Naphta, sa consommation se situe encore à -19% au dessous de celle de l'année dernière. Néanmoins, la livraison de 2 503m³ de Naphta à destination d'Ambatovy est un signe de reprise progressive de la consommation de ce produit. L'analyse des consommations par produit indique que le FO, le PL et le GO ont connu des hausses significatives au cours des trois premiers mois de l'année 2021 ».

Gel de prix

Il reste que les perspectives de ce

marché volatile demeurent dépendantes des prix à la pompe. Le gel a commencé en juin 2019. Pour marquer « cet anniversaire », le directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures, OMH, a tenu une conférence de presse. Pour faire part de ses préoccupations sur le maintien de ce statu quo.

D'une manière implicite et avec des arguments d'une haute teneur technique. Il a expliqué, en somme, qu'il est difficile de vendre du carburant en-dessous des coûts de revient du marché. D'autant que le Fonds monétaire international, FMI, suit de très près ces fluctuations évolutives. Pour ne plus augmenter, sinon supprimer les subventions ou « dividendes » accordés aux pétroliers, toutes professions confondues. Pas moins de 172 milliards d'ariary au dernier décompte. Afin de colmater les brèches de leur déficit financier d'exploitation.

Mais la situation politique et sociale étant ce qu'elle est, explosive par moment, revoir à la hausse ces prix, ce serait mettre de l'huile sur le feu du taux d'inflation, déjà incandescent.

Jirama : Des bornes digitales et des agents polyvalents dans les nouvelles agences

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 26 AOUT 2021

Après l'amélioration de sa capacité de production ainsi que de ses infrastructures de distribution, la Jirama mise également sur le service client. La société d'État a annoncé le lancement d'un projet Jira.maeva, qui touche 8 directions interrégionales, à travers le pays et qui sera, par la suite, mis en œuvre au niveau des grandes villes. D'après les informations, la ville d'Antsirabe est la première bénéficiaire du projet. « Les infrastructures d'accueil ont été rénovées. Le mode de travail a été redéfini, dans le but d'améliorer le service client et d'accélérer la réalisation des tâches pour réduire les

délais de traitement. En bref, Jira.maeva est une agence qui offre les mêmes services que les agences habituelles, mais présente plusieurs améliorations. On peut citer les nouvelles technologies qu'il utilise, permettant l'accès aux services d'agence en ligne, au paiement de facture à distance par les clients, à la réception de diverses demandes et de doléances, etc. En outre, Jira.maeva dispose d'agents polyvalents, lui permettant ainsi de traiter des dossiers sans avoir à se déplacer d'un site à un autre. Cette agence commercialise également les équipements et matériels liés à l'eau et à l'électricité



», ont indiqué les responsables auprès de la Jirama. Pour cette société d'État, l'objectif est d'améliorer la qualité de service et d'éviter les files d'attente. En effet, outre les agents polyvalents qui restent à disposition, les usagers ont également accès aux bornes digitales.

Développement – Madagascar ouvre ses portes aux investisseurs

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS | 26 AOUT 2021

La Grande île a mis en avant tous ses atouts économiques durant la Rencontre des entrepreneurs de France. Elle déroule le tapis rouge aux investisseurs.

Notre porte est grande ouverte. C'est en ces mots que Andry Rajoelina, président de la République, a conclu la rencontre avec le conseil des entreprises de France - Afrique de l'Est du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), à l'hippodrome de Longchamp, hier.

Durant les deux jours de la Rencontre des entrepreneurs de France (REF), organisée par le MEDEF, la délégation malgache a mouillé le maillot pour séduire le maximum de partenaires et d'investisseurs. Le Président, lui aussi, a donné de sa personne. Pour l'État, l'objectif est simple. Attirer le maximum d'investisseurs privés pour accélérer la concrétisation des Velirano du locataire d'Iavoloha et la marche de la Grande île vers l'émergence et le développement. « Nous voulons rattraper le retard de développement du pays, mais nous avons besoin du secteur privé pour atteindre nos objectifs. Madagascar est prêt à vous accueillir », déclare ainsi Andry Rajoelina. Le format de la REF, cette année, a permis aux participants de ratisser large dans la quête de partenariats et d'investissements. La REF 2021 s'est voulue être le point de départ d'un réseau économique et commercial francophone.

Surfant sur la vague donc, la délégation malgache a multiplié les rencontres B to B durant l'événement organisé par le MEDEF. Concernant les projets étatiques, les conditions d'investissement et le potentiel économique de Madagascar, c'est le président de la République qui a mené les offensives de charmes. Une série de rencontres avec des opérateurs belges, la Confédération des entreprises du Maroc et le conseil des entreprises de France - Afrique de l'Est du MEDEF, s'est déroulée à l'hippodrome Longchamp.

« L'État est là pour faciliter et simplifier les investissements et améliorer le climat des affaires », rassure le locataire d'Iavoloha. Il a exposé différentes formules fiscales selon le volume et la nature des investissements pour envoûter ses interlocuteurs. Des options qui vont du statut d'entreprise franchisée, en passant des avantages fiscaux et des exonérations de taxe sur une certaine période, ou encore, la mise en place de Zone économique spéciale (ZES), ont été présentées.

Hub stratégique

À chaque rencontre, Andry Rajoelina a, par ailleurs, souligné le fait que Madagascar est membre de la Communauté de développement des États



d'Afrique australe (SADC) et du Marché commun de l'Afrique orientale et austral (COMESA). Des organisations qui font office de zones de libre échange. Après plusieurs années sans avoir eu des retombées palpables de l'adhésion à ces entités régionales, la Grande île compte, visiblement, en faire un atout de charme économique, dorénavant.

« Madagascar est le hub stratégique pour vos affaires », lance ainsi le chef de l'État. Un appel du pied aux entrepreneurs qui souhaitent conquérir le marché africain. Dérouler le tapis rouge aux investisseurs ne signifie, toutefois, pas leur donner carte blanche. L'idée est de créer des emplois par l'implantation d'usines ou de filiales à Madagascar. Il est aussi question de transformer sur place des produits d'exportation à forte valeur ajoutée.

Pour convaincre ses interlocuteurs durant la REF, la délégation malgache a systématiquement souligné le fait que la Grande île est un vivier de ressources humaines jeunes, qualifiées. Un rapport qualité-prix largement attractif par rapport aux autres nations africaines et ses voisins dans l'océan Indien. Le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC), ou encore, de l'industrie textile ont été soulevés en exemple.

Comme l'a indiqué le président de

la République, le partenariat public-privé (3P), est fortement encouragé pour concrétiser les projets étatiques pour l'émergence du pays. L'indépendance alimentaire tout en lançant l'agribusiness, l'industrialisation du pays et le renforcement du secteur énergétique en misant sur l'énergie renouvelable et à un prix accessible à tous ont été parmi les sujets incontournables à l'hippodrome de Longchamp.

L'étendue de son territoire et ses ressources naturelles et les atouts charmes écologiques de Madagascar ont, aussi, été largement mis à contribution dans l'opération séduction durant la REF. Il a, par exemple, été indiqué que la Grande île est toujours à la recherche d'investisseurs pour atteindre son objectif d'avoir cinq cent mille touristes d'ici 2023. Les partenaires sont, également, toujours les bienvenus pour l'édification de la nouvelle Tanamasoandro.

La formule 3P est, également, encouragée dans d'autres projets d'infrastructures étatiques, comme la réhabilitation de route. Pareillement, dans le domaine de l'énergie renouvelable. L'État pose, néanmoins, comme condition un travail bien fait, de qualité, réalisé rapidement et à un coût raisonnable.

Thierry Rajaona - « L'économie malagasy est sous-financée »

HARY RAKOTO | LA VERITE | 26 AOUT 2021

Panorama de l'état du financement de l'économie malagasy en particulier et de l'économie africaine en général. C'est ce qu'a dressé, hier, Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), à l'occasion de la Rencontre des entrepreneurs francophones (REF) dans le cadre de l'événement organisé par le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) qui se tient présentement à Paris. Evènement durant lequel ce responsable tient lieu de chef de délégation représentant le secteur privé malagasy face aux entreprises de France. « Nos économies sont sous-financées en règle générale. Quand on considère les pays africains, francophones en particulier, le ratio de crédit à l'économie par rapport au produit intérieur brut se situe entre 15 et 30% au maximum. Un taux minime comparé au ratio mondial qui est à taux moyen de 140% », avance le président du GEM. Une façon pour ce responsable d'expliquer que l'économie africaine en général et surtout malagasy est encore en état de faiblesse par rapport au reste du monde. « Effectivement la comparaison a été faite entre les pays développés et les pays pauvres. En revanche, n'oublions pas que la francophonie englobe aussi certains pays asiatiques dont ce ratio est proche des 120 à 130% à l'instar du Cambodge ou encore du Vietnam », rajoute le chef de la délégation du secteur privé. D'après lui, même dans la zone francophone, l'Afrique reste en retard face aux autres pays alors que pour réellement financer l'économie d'un pays, il est impératif que ce ratio de crédit, qui est présentement à un



maximum de 30%, soit doublé ou même triplé comme cela a été fait chez les pays asiatiques francophones il y a quelques décennies, d'après l'analyse du président du GEM.

Endettement

Le numéro un du secteur privé a aussi évoqué le concept de capacité d'endettement lors de son intervention à la REF. « Globalement, les pays membres de la francophonie, surtout ceux de l'Afrique, ont encore une marge de capacité d'endettement car le ratio d'endettement par rapport au PIB est relativement faible en Afrique à l'exemple de la Grande île qui a un ratio de 35% malgré le fait que l'on soit l'un des pays les plus pauvres au monde », détaille Thierry Rajaona pour suggérer le fait de doubler ce ratio d'endettement même si c'est tout de même un peu risqué pour le pays en question qui y a recours. « L'endettement en soi n'est

pas une mauvaise chose pour relancer l'économie. Après il faudra tout de même le calibrer de façon transparente afin d'atténuer les risques à long terme pour le pays. Cela permettra d'avoir une marge de développement assez importante pour le pays emprunteur », explique le président du GEM. Cependant, la triste réalité est que les riches ne prêtent qu'aux riches dans la mesure où le remboursement des dettes demeure une question à risque dès lors qu'un pays pauvre emprunte car ce dernier aura d'autant plus de difficultés à couvrir ses dettes à long terme. « Les pays à revenu plus élevé ont plus de facilité à emprunter à l'extérieur par rapport aux pays en voie de développement. Pourtant, ce sont ces derniers qui en ont le plus besoin, justement afin d'atteindre leurs objectifs de développement », déplore Thierry Rajaona.

Fondation Orange : la 36e maison digitale à Ambositra

R.R. | LES NOUVELLES | 26 AOUT 2021

La 36e maison digitale pour les femmes, à l'initiative de la fondation Orange vient d'être déployée dans la commune d'Ambositra. Comme son nom l'indique, l'infrastructure devrait permettre aux femmes de bénéficier d'une initiation innovante et gratuite au numérique qui impactera, par la suite, leur vie de famille.

La Maison digitale pour les femmes est l'un des trois programmes phares de la Fondation Orange. Elle promeut l'autonomisation des femmes à travers le numérique et l'entrepreneuriat. Une série de formation y est dispensée aux femmes riveraines de la commune.

Toujours dans la région Matsiatra Ambony, le Village Orange Manakanda situé dans la Commune rurale d'Ankerana, District d'Ambohimahaso, est également réhabilité. Il fait partie des premiers villages Orange lancés à Madagascar en 2014, en collaboration avec l'association Madamoromora.

A l'initiative de l'association LookGasyAventures, partenaire de l'association Madamoromora, le village a bénéficié



de travaux de rénovation, financés par Orange Solidarité Madagascar. Un nouveau collège a été construit et le Village a bénéficié d'une nouvelle installation électriques.

Madagascar – Maroc : Vers un rapprochement économique et diplomatique

R.O. | MIDI MADAGASIKARA | 26 AOUT 2021

Rencontre fructueuse entre les opérateurs malgaches et quelques membres du secteur privé marocain, hier après-midi, dans le cadre de la Réunion des Entrepreneurs Francophones 2021 à Paris. Une réunion économique qui démontre et illustre la volonté de l'État malgache à renforcer le partenariat public-privé. Le président Andry Rajoelina a fait part à l'assistance marocaine de la richesse de Madagascar en matières premières mais aussi du besoin de formation et de savoir-faire, du transfert de compétences pour accompagner tous les grands projets d'investissements afin de rattraper le retard de développement accumulé depuis des années. Pour cela, il est nécessaire selon lui, de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie dynamique pour le développement et l'émergence de la Grande île.

Les représentants de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) étaient nombreux à cette rencontre. Ce groupement est composé d'entrepreneurs et de capitaines d'industries opérant dans des secteurs clés et stratégiques du Maroc. Des entreprises marocaines spécialisées dans le domaine de la logistique portuaire, de l'immobilier social et économique, de l'exploitation et de l'exportation de l'énergie renouvelable ainsi que de la transformation de matières premières étaient présentes à cette rencontre. Le président du CGEM a confirmé son engagement à mobiliser les opérateurs marocains ainsi que la volonté de ces derniers à accompagner la vision dynamique du président Andry Rajoelina. Des échanges sur les domaines identifiés comme étant



Réunion d'information malgache-marocaine dans le cadre de la REF 2021.

prioritaires pour le développement de Madagascar, notamment l'agribusiness, l'énergie, l'industrie pharmaceutique pour atteindre l'autonomie sanitaire et médicale et surtout le tourisme, ont également eu lieu.

Projets d'envergure. Tout cela, en parallèle aux différents projets d'envergure annoncés par le président Andry Rajoelina dans le Sud, à savoir la mise en place d'un grand pipeline, l'implantation de parcs solaires dans cette région de Madagascar, le développement de l'agribusiness pour créer de l'emploi, pour relancer l'économie de la région et assurer l'autosuffisance alimentaire ; l'énergie pour pouvoir exploiter le potentiel en énergies renouvelables de Madagascar à savoir dans l'hydro-électricité qui s'élève à 7000 kwh.

Lors de son intervention, le président directeur général du groupe malgache SCRIMAD (spécialisé dans l'exportation de fruits frais, d'épices et ingrédients fruitiers) Simon Rakotondrahova, a invité les opérateurs des deux pays à se rapprocher et jeter l'ancre d'un nouveau départ de coopération économique et d'un partenariat régional à forte valeur

ajoutée.

48.000 chambres. Le tourisme a également été largement évoqué lors de cette importante rencontre. Le Maroc étant l'un des leaders du tourisme en Afrique voire au monde. Ce pays de l'Afrique du Nord constitue un exemple et un modèle à suivre en termes de stratégie de diversification touristique et surtout de développement du tourisme local. Pour cela, Madagascar a énormément d'enseignement à prendre. Le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, a rappelé l'objectif de Madagascar de doubler le nombre de touristes venant à Madagascar dans les années à venir. Pour cela, 500 000 sièges aériens par an sont encore nécessaires ainsi que 48 000 chambres d'hôtels. L'État malgache projette la création d'établissements hôteliers dans certaines réserves naturelles, l'implantation d'hôtels de luxe ou haut de gamme pour accueillir les touristes. Des investissements dans le domaine de l'hôtellerie sont ainsi les bienvenus.

Ambassade. La réunion s'est terminée sur un programme à venir de concrétisation et de formalisation des discussions. Le président de la République malgache, Andry Rajoelina, a invité officiellement la délégation d'opérateurs et du secteur privé marocain à venir à Madagascar rencontrer les opérateurs et industriels malgaches en vue de signer des accords et d'accélérer la mise en marche des projets de coopération entre les deux pays qui ont un lien historique.

Patrick Rajoelina, ministre des Affaires étrangères, a quant à lui, confirmé l'ouverture prochaine d'une Ambassade malgache au Royaume chérifien.

Relance économique : Rajoelina envisage de rouvrir les frontières en octobre

MARC A. | MA-LAZA | 26 AOUT 2021

Le Président Rajoelina a annoncé hier à Paris son projet de rouvrir les frontières de Madagascar au mois d'octobre. Ce fut à l'occasion de la 2ème journée de la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF) à l'hippodrome de Longchamp où la délégation malgache a rencontré les représentants des investisseurs du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF). Le secteur du tourisme, fortement affecté par la pandémie de Covid-19, a été abordé lors de cette seconde journée.

Toutefois, le Président malgache a annoncé que cette réouverture sera tributaire de l'évolution de la pandémie notamment de la propagation du variant Delta dans les autres pays.

Pour sa part, Patrick Martin, vice-président du MEDEF a annoncé son

souhait d'entretenir des relations plus étroites avec Madagascar. Une relation qui se traduira par une réelle participation des entreprises françaises au processus de développement de la Grande île. Son souhait a aussitôt été bien accueilli par le Président malgache. « Cette rencontre est une occasion de discuter de toutes les formes de coopération, d'une part et de démontrer la volonté de l'Etat malgache à raffermir l'expansion du secteur privé », a soutenu Andry Rajoelina.

La délégation malgache a tenu une séance de travail avec les représentants de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) mardi après-midi. Les entreprises marocaines spécialisées dans la logistique portuaire, dans l'immobilier social et économique,



dans l'exploitation et l'exportation d'énergies renouvelables ainsi que dans la transformation des matières premières ont majoritairement été représentées à cette séance. Chakib Ali, président de la Confédération s'est engagé à mobiliser les opérateurs marocains à accompagner les projets du Président malgache.

Rencontre des entreprises de France – Madagascar déploie ses atouts charmes

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS | 27 AOÛT 2021

Le président de la République a convié la délégation malgache et certains de leurs interlocuteurs durant la REF à un dîner. Une manière de clore sur une note conviviale et avec des saveurs malgaches la mission économique.

Madagascar, terre d'opportunité, terroir d'exception. Tel est le thème du dîner donné par Andry Rajoelina, président de la République, hier. Un rendez-vous pour clore sur une note conviviale la participation de Madagascar à la Rencontre des entrepreneurs de France, organisée par le Medef. Une occasion, surtout, de boucler la boucle de l'opération de charme déployée par la Grande Île pour séduire les investisseurs francophones.

En cette occasion, les produits d'exception du terroir malgache ont été mis en avant comme atouts charmes. Le ton a été donné dès la mise en bouche. Du caviar de Madagascar, le seul caviar africain et le deuxième caviar le plus exporté au monde, a été servi aux convives. Le temps d'une soirée, hier, le pavillon Dauphine, au pied de l'avenue Foch, s'est imprégné des saveurs et des senteurs malgaches. Les invités ont, aussi, dégusté des crevettes baptisées or rose de Madagascar, en entrée.

Comme plat de résistance, du zébu de la race Barea a été servi aux invités, avec des épices de Madagascar comme assaisonnement. L'arôme, le raffinement et les saveurs de la vanille et du cacao de la Grande Île ont titillé les papilles des convives en dessert, avec du rhum malgache comme digestif. Pour détendre la soirée des artistes malgaches tels que le couple Shyn et Denise, ou encore le roi du Salegy, Jaojoby, ont mis l'ambiance.

Avant de boucler sa mission économique, la délégation malgache conduite par le chef de l'État a, visiblement, souhaité mener son opération de charme jusqu'au bout. Les entrepreneurs et acteurs politiques ont été conjugués dans la liste des invités.

Partenariats ambitieux

Des personnalités comme Nicolas Sarkozy, ancien président français, et Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie ont été présents au pavillon Dauphine.

Les membres de la Confédération des entreprises du Maroc et le conseil des entreprises de France - Afrique de l'Est du Mouvement des entreprises de France (Medef), ont aussi été de la partie. Dans son allocution d'ouverture du dîner d'hier, Andry Rajoelina a affirmé que la participation de Madagascar à la REF 2021, témoigne de notre volonté, de notre détermination, mais surtout de la conviction de l'État malgache en



Andry Rajoelina (à dr.) et Patrick Rajoelina, lors du dîner des investisseurs, hier à Paris.

l'importance du partenariat public-privé qui est le socle de tout développement économique efficace.

Le président de la République a de nouveau affirmé que l'État jouera un rôle de facilitateur et d'accompagnateur pour un climat d'affaires à la hauteur de ses ambitions. Nous sommes plus que jamais convaincus que les projets d'investissements ont un rôle majeur dans notre ambition d'émergence de Madagascar afin de rattraper le retard de développement accumulé depuis plusieurs années. C'est la raison pour laquelle nous confirmons notre volonté d'ouvrir la Grande Île à de nouvelles perspectives de partenariats plus ambitieux et plus audacieux, renchérit-il.

L'État adhère à l'idée que le réseau de la Francophonie peut être une plateforme de coopération idéale pour attirer les grands investisseurs. Même son de cloche chez les acteurs du secteur privé qui font partie de la délégation malgache, à entendre Hary Andriatefihasy, président du syndicat des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. Il ne fallait pas rater le coup d'envoi de ce mouvement, déclare celui qui, accessoirement, a été le chef de la délégation du Groupement des entrepreneurs de Madagascar (GEM), durant la rencontre avec le Medef.

Cette année, la REF c'est, effectivement, voulu être le point de départ pour la construction d'une francophonie économique. Les acteurs du secteur privé malgaches parlent d'une mission

positive, en parlant de réseautage, de partage d'expérience et d'opportunités de partenariat. Des projets de partenariat avec des plans d'action à court terme sont déjà envisagés, ajoute Hary Andriatefihasy.

À entendre les discours et réactions d'hier, la participation à la REF a surtout été une occasion d'amplifier et d'élargir davantage les opportunités d'échanges commerciaux, et approfondir les relations économiques. Cette mission économique de la REF nous a permis d'établir des relations d'affaires et de dynamiser des relations déjà existantes, déclare Andry Rajoelina, par ailleurs.

Notre mission a été de convaincre des investisseurs, mais nous avons également été au centre des attentions durant la REF. Nous avons, aussi, été courtisées par les opérateurs étrangers, notamment, ceux du Medef, note Andry Ramaroson, ministre de l'Énergie et des hydrocarbures. Il ajoute que cela a permis de mettre l'accent sur ses ambitions, ses attentes et ses conditions. Certes il y aura toujours des négociations, mais ils savent désormais ce que nous voulons et nos conditions, indique le membre du gouvernement.

Des indiscretions chuchotent que les travaux en amont de la REF et les échanges durant les deux jours de l'événement devraient accélérer certains dossiers en cours. Les discussions à Paris pourraient dénouer certains sujets comme celui de Ravinal Airport, ou encore, les projets Sahofika et Volobe.

Relance post-Covid : Un forum des affaires dédié au commerce avec le Singapour

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 AOUT 2021

La révolution numérique et industrielle, le nouvel accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la croissance verte sont des secteurs à fort potentiel d'investissement cités durant le Forum des affaires Afrique-Singapour.

Plus d'une centaine d'entreprises singapouriennes opèrent actuellement dans cinquante pays africains dans les hydrocarbures, les articles de consommation, le numérique, l'agro-industrie et le commerce. Au cours des cinq dernières années, les échanges commerciaux entre Singapour et l'Afrique n'ont cessé de croître, la cité-État d'Asie du Sud-Est faisant partie du top 10 des investisseurs sur le continent. Selon les participants au Forum des affaires Afrique-Singapour 2021 qui s'est tenu cette semaine, la pandémie de Covid-19 ne devrait pas réduire l'intérêt des investisseurs en Afrique, malgré les difficultés actuelles. « Vous ne pouvez pas ignorer les marchés africains... L'Afrique est ouverte aux investisseurs... Les défis représentent des opportunités », a martelé le président du Groupe de la BAD (Banque africaine de développement), Akinwumi Adesina, lors de son intervention. Selon lui, les secteurs porteurs sur le continent sont notamment les énergies renouvelables, avec par exemple, le développement des minis



La ZLECAf doit également être une zone de production, selon le président de la BAD, Akinwumi Adesina.

et micro-réseaux d'énergie solaire, les infrastructures et la logistique.

Volonté. Selon les organisateurs, le Forum a pour but d'identifier les opportunités dans des domaines essentiels tels que les technologies numériques, le financement, l'innovation, l'industrie, la durabilité et l'amélioration des zones urbaines. « L'Afrique est vraiment différente. Le profil de croissance de l'Afrique présente un environnement qui n'est pas dominé par des acteurs de taille importante. C'est un territoire ouvert. Implantez-vous et trouvez les bons

partenaires ! », a déclaré Tharman Shanmugaratnam, ministre d'État chargé de la Coordination des politiques sociales de Singapour, dans le cadre de l'événement. Pour sa part, la BAD a cité son engagement à investir dans le capital humain, notamment à travers l'initiative « Codage pour l'emploi ». Son président a noté que la ZLECAf, qui est la deuxième zone de libre-échange au monde, ne sera pas seulement une zone de consommation, mais devra être une zone de production. Akinwumi Adesina d'ajouter que la BAD, par ses initiatives et politiques, « stimule une croissance englobant l'environnement et la lutte contre le changement climatique ». A noter que le Forum des affaires Afrique-Singapour, organisé par Enterprise Singapore, est la première plateforme de promotion des échanges commerciaux entre l'Afrique et l'Asie. Cette année, plus de 2 000 dirigeants d'entreprises et de représentants de gouvernement de trente pays ont échangé sur les possibilités de partenariats et les opportunités de croissance entre les deux parties.

Consommation – Le prix des PPN stabilisé

HERISETRA | L'EXPRESS | 27 AOUT 2021

Dix jours après sa prise de fonction, Edgard Razafindravahy a annoncé hier les prix de référence des principaux PPN. Ils seront maintenus pendant au moins six mois.

Des premières mesures. De la parole à l'acte, Edgard Razafindravahy ministre de l'Industrie, du commerce et de la consommation a annoncé hier au cours d'un déjeuner de presse tenu à la Chambre de commerce et de l'industrie, les décisions prises pour juguler la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité. Ainsi pour au moins six mois, les prix des produits du « panier ménagère » doivent être les suivants. Le prix d'un kilo de paddy chez les producteurs est estimé à 1200 ariary. Ainsi le riz blanc livré à Tana vaut 2000 ariary le kilo avec le coût du transport. Vendu aux consommateurs le kilo ne doit pas dépasser 2300 ariary. « Madagascar produit 4.600.000 tonnes de riz par an et en importe 400 000 à 500 000 tonnes. Mais le riz importé est moins cher que le riz local » révèle Edgard Razafindravahy. Le litre de l'huile de palme produite par Hita sort de l'usine de Toamasina avec un prix de 5450 ariary. Le prix aux consommateurs ne doit pas dépasser 6000 ariary. Au mois de mai, un responsable de Hita avait annoncé que le litre de l'huile de palme ne

devait pas dépasser 6500 ariary aux consommateurs. Une baisse notoire a donc eu lieu et on en essaie de maintenir ce prix pour qu'il ne fluctue plus et éreinte le pouvoir d'achat de la population.

Le litre de l'huile de soja en vrac aux consommateurs est fixé à 7000 ariary contre 7500 ariary pour la bouteille cachetée.

Pour le sucre produit par l'usine sucrière de Namakia et Ambilobe, le prix de référence est de 2600 ariary le kilo. Le prix du kilo de la farine est également évalué à 2600 ariary aux consommateurs.

Les foyers pourront donc être sûrs de passer des fêtes de fin d'année sans inflation.

Nouvelles approches

Sitôt nommé Edgard Razafindravahy était parti retracer les prix depuis les producteurs de riz à Alaotra Mangoro selon une première mission que le président de la République lui a confiée. « Je reste fidèle au principe de la refondation pour résoudre tous les problèmes. Je suis donc allé voir la source des problèmes à

Amparafaravola et à Ambatondrazaka concernant le riz » a précisé le ministre. Toute l'idée est de préserver d'abord l'intérêt des producteurs, respecter les distributeurs mais surtout ménager les consommateurs. Il parle en connaissance de cause pour être un homme du milieu rizicole, entrepreneurial et industriel. Le ministre connaît donc très bien le mécanisme du commerce, les marges autorisées. « Une hausse de plus de 10% c'est de l'abus » a-t-il souligné.

Edgard Razafindravahy s'est également penché sur le charbon de bois à Moramanga, principal producteur de charbon de bois dont le prix a également pris des proportions anormales. Après calcul le sac de charbon se cède au maximum à 23 000 ariary.

Une attention particulière a été accordée à la production locale avant de se pencher sur les produits importés. Un entretien a eu lieu avec les opérateurs producteurs d'huile, de farine et de sucre. « Je tiens à préciser que la majorité de la consommation des PPN est produite sur place ».

Prix du PPN - Edgard Razafindravahy s'attaque au « panier ménagère »

HARY RAKOTO | LA VERITE | 27 AOUT 2021

Imposition. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation, Edgard Razafindravahy a annoncé, hier à Antaninarenina la mise en place de prix de référence pour les principaux produits de première nécessité (PPN) compris dans un « panier ménagère », notamment l'huile alimentaire, le sucre, la farine ainsi que le riz.

La décision fait suite aux concertations effectuées par ce responsable avec les producteurs locaux de ces quelques denrées précédemment citées dans le but d'atténuer les impacts de la hausse de prix des PPN sur le pouvoir d'achat des ménages à revenus moyens. Ainsi, d'ici un semestre, les détaillants, grossistes ainsi que les différents autres maillons de la chaîne de distribution de PPN au niveau national devront revoir leurs marges afin que le prix corresponde aux références que le MICC imposera.

Désormais, d'ici les six prochains mois, le prix de l'huile de palme ne doit pas dépasser 6 000 ariary le litre, de même pour celui de l'huile de soja qui sera fixé à un maxima de 7 000 ariary le litre lorsqu'elle est en vrac et 7 500 ariary dans les emballages cachetés. D'un autre côté, le prix du kilo du sucre ne dépassera plus les 2 600 ariary selon les dires des responsables du ministère. Enfin, le kilo de la farine et celui du riz local ne devront plus dépasser respectivement les 2 600 et 2 300 ariary. En outre, le MICC s'échangera prochainement avec les autres acteurs opérant dans l'importation des PPN. Ceci afin de trouver un accord entre toutes les parties quant aux prix de référence sur les produits importés.

« Compte tenu de la production locale, nous sommes obligés de



recourir à l'importation pour assurer notre stock. Le fait est que « oui » la production locale existe mais elle est encore trop faible par rapport à la demande. On aimerait bien jouer sur la vague du patriotisme économique mais se délester pour l'instant du flux d'importation qui est assez conséquent reviendrait à créer une pénurie sur certains produits de première nécessité », déplore un grossiste de PPN dans la ville de Toamasina. Une façon pour ce commerçant d'anticiper les contraintes que causerait une imposition des prix sur les étals s'il fallait tout simplement se fier à la production locale pour assurer la consommation locale.

Entre le marteau et l'enclume

D'un autre côté, s'il fallait aussi imposer ce prix de référence aux produits importés, les importateurs devront alors négliger des paramètres aussi divers que variés au détriment de leurs marges bénéficiaires. A commencer par le cours de ces produits à l'international, le fret international, le dédouanement et autres taxations à tous les étages jusqu'à ce que ces produits arrivent dans le panier de la ménagère.

« Dans ce contexte, nous allons nous retrouver entre le marteau et l'enclume dans la mesure où les autorités vont imposer une référence maximale alors que nous devons tout de même prendre en compte ces paramètres à l'importation », craint notre grossiste de la ville du Grand port. Ainsi, l'importation des PPN comme le riz demeure encore incontournable tant que l'effort de développement de la production locale n'est pas boosté. D'ailleurs, c'est la principale raison pour laquelle la State Procurement of Madagascar (SPM) a été mise en place.

A partir du mois d'octobre prochain, un minimum de 8 000 tonnes de riz et autant d'huile de table et de farine seront importés mensuellement par cette société d'Etat dans l'objectif de la mise en place d'un système de balisage du prix aux détails qui impacte, en ce moment, douloureusement le portefeuille du ménage à revenu moyen sur tout le territoire sans exception. En parallèle, ces ménages sont toujours en attente des 21 000 t de « Vary Tsinjo » en provenance d'Inde qu'ils pourront se procurer à un prix raisonnable.

PPN : Des prix de référence affichés, début septembre

NAVAOLONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 AOUT 2021

Le panier de la ménagère composé notamment de riz, d'huile et de sucre sera vendu à son juste prix. Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation a déjà réuni tous les acteurs concernés afin d'identifier les prix de référence de chaque produit de première nécessité (PPN) en tenant compte de leur prix de revient et de leur marge bénéficiaire respectifs. Ainsi, « ces prix de référence seront affichés publiquement à compter du début de ce mois de septembre », a annoncé Edgar Razafindravahy, le ministre chargé du commerce, lors d'une conférence de presse hier à la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat à Antaninarenina.

Produits très prisés. À titre d'illustration, « le prix du kilo du paddy

ne devra pas être inférieur à 1 200 Ar pour que les paysans ne soient pas pénalisés, tandis que le prix du kilo du riz blanc ne devra pas dépasser les 2 000 Ar au niveau des grossistes de la capitale afin de protéger les consommateurs. Au niveau des détaillants, le prix de référence sera ainsi de 2 300 Ar/kg. Parlant du sucre, on a convenu un prix de référence de l'ordre de 2 600 Ar le kilo. Quant au prix de l'huile alimentaire, il est affiché à 5 450 Ar le litre au départ de l'usine de production à Toamasina. Ce produit de première nécessité doit ainsi s'acquérir, tout au plus, à 6 000 Ar le litre au niveau des détaillants, tout en tenant compte des frais de transport s'élevant à 80 Ar/litre jusqu'à Antananarivo. On parle ici de l'huile de palme ou de l'huile de soja

qui sont les produits très prisés par les consommateurs », d'après ses dires.

Réorganisation des marchés.

Par ailleurs, le ministre de tutelle a souligné que le prix actuel des pâtes alimentaires produites localement devra être maintenu sur une période de six mois compte tenu de la disponibilité des stocks des opérateurs. « Il ne s'agit pas d'un interventionnisme de l'État mais plutôt d'une réorganisation des marchés. Une rencontre avec les importateurs de produits alimentaires aura lieu la semaine prochaine afin de déterminer ensemble les prix de référence. Le but est que les spéculateurs n'aient plus de place dans le secteur du commerce », a-t-il conclu.